

# Archaisme ou anticipation : Front Syndical de Classe créé par des militants CGT et FSU

par Gilbert Rodriguez  
Publié 13 mai 2010



Dans tous les pays du Marché commun, l'Etat fait corps avec les monopoles et met à leur service le pouvoir politique. Comme on le voit, le Marché commun n'est pas ce qu'en disent en général ses promoteurs, un moyen d'améliorer le niveau de vie général des populations. C'est une entente, une association des grands capitalistes en vue d'essayer de surmonter leurs contradictions et de renforcer leur puissance sur le dos des

masses exploitées. L'habileté des capitalistes est d'avoir obtenu de certains dirigeants réformistes, qui siègent sur des strapontins au Marché commun, qu'ils couvrent leur marchandise. »

## ***Benoit Frachon, secrétaire général de la CGT, 1962***

Grèce, Portugal, Espagne, Roumanie, France, Italie.... Comme prévu et annoncé depuis des mois, la machine infernale à broyer les peuples et leurs droits s'est mise en marche dans toute l'UE, prétextant tout à la fois la crise, la concurrence libre et non faussée, la coordination des politiques européennes.

Partout la baisse des salaires, le chômage, la casse des retraites, la baisse des dépenses de santé, d'éducation... et les mêmes cadeaux au grand capital.

Partout, les peuples grondent et partout les dirigeants syndicaux affiliés à la Confédération Européenne des Syndicats accompagnent les mauvais coups, divisent les luttes, refusent de désigner l'adversaire des travailleurs : le mécanisme unique Etats Nationaux-UE-Monopoles capitalistes.

Pourtant, il n'y aura pas d'issue pour les travailleurs sans une lutte acharnée tous ensemble au niveau national et dans une « Europe des luttes » à construire. Pour y contribuer, le FSC diffuse aujourd'hui un appel du PAME grec et une importante allocution sur l'Europe de Benoit Frachon devant la Fédération Syndicale Mondiale en 1964

**1°) PAME (Grèce) :** Pourquoi il est maintenant nécessaire de créer un Front populaire des travailleurs européens pour résister et contre-attaquer.

“Les mobilisations énormes dans notre pays ont récemment montré que la majorité des salariés, des travailleurs indépendants et des petits agriculteurs sont contre les mesures barbares du gouvernement, l'Union européenne et le FMI.

Le PAME, représentant le mouvement syndical de classe de notre pays, a révélé dans le temps que la crise économique est un phénomène un européen et mondial et pas seulement grec.

Les travailleurs ne sont pas responsables de cette crise.

La dette de la Grèce vient des cadeaux fiscaux au grand capital, sa rentabilité, des dépenses militaires excessives qui ont servi les plans de l'OTAN, du fonctionnement capitaliste.

Les industriels, armateurs, banquiers, grands commerçants sont responsables de la crise. Les actifs des grandes banques ont augmenté de 275 milliards à 579 milliards d'euros entre 2004 et 2009. Les sociétés grecques dans les paradis fiscaux sont plus de 10.000 et représentent 500 milliards d'euros hors taxes par an. L'évasion fiscale connue des 6.000 grandes entreprises est de 15 milliards d'euros.

Les entreprises cotées en Bourse ont réalisé 12 milliards d'euros de profits en en 2009.

PAME lutte avec les travailleurs indépendants et les agriculteurs afin que les mesures ne soient pas appliquées et que les gens ne soient pas acculés à la faillite ; nous luttons pour un développement répondant aux besoins des peuples au lieu de servir les profits du capital.

Lors du sommet des 16 Etats-membres de la zone euro, il a été décidé de donner 720 milliards d'€ aux banques européennes (en 2008, les gouvernements de l'UE ont donné 2000 milliards). Il y a de l'argent pour le Capital, malgré la crise, mais pas pour le peuple.

En même temps, ils ont décidé une longue période d'austérité, de chômage et de coups contre les droits des peuples d'Europe pour accroître les profits des monopoles.

C'est pourquoi il est maintenant nécessaire de créer un Front populaire des travailleurs européens pour résister et contre-attaquer. “

PAME, 12 mai 2010

---

## ***2°) Allocution de Benoit Frachon devant le Conseil Général de la Fédération syndicale Mondiale en 1964.***

Ces paroles font ressortir avec une terrible insistance les reniements de ceux qui, aujourd'hui, ne jurent plus que par la Confédération Européenne des Syndicats.

« Au cours de ces dernières années, la constitution du Marché commun a été présentée comme répondant aux nécessités du développement économique et social de l'heure, comme une réalisation qui apportera le bien-être aux peuples intéressés. On a même flatté les sentiments profonds de la classe ouvrière pour un rapprochement entre les peuples, en la présentant comme un pas vers l'internationalisme.

La CGT a dénoncé ces mensonges et mis à jour le caractère impérialiste de cette opération des monopoles qui ne visait ni au bien des peuples ni à l'amélioration des conditions de vie et de travail des prolétaires ni à l'établissement d'une amitié entre les peuples favorables à la paix, mais uniquement aux intérêts des capitalistes, placés dans les conditions actuelles, devant la nécessité d'une concentration industrielle et bancaire de plus en plus impérieuse.

L'une des objections qui était faite à notre position par ceux qui étaient impressionnés par les campagnes en faveur du Marché commun, ou qui estimaient

qu'on pouvait infléchir la position des monopoles, était que nous tournions le dos à l'histoire, que nous nous opposions au progrès de la société humaine en nous opposant au développement et à la concentration des moyens de productions.

Le problème est, pour les organisations ouvrières, de prendre résolument la défense des travailleurs et des masses populaires qui sont appelés à faire les sacrifices de cette opération des monopoles, et non de justifier ou d'admettre, si peu que ce soit, sous prétexte que cette concentration est inévitable en régime capitaliste, les opérations réactionnaire qu'elle appelle.

Le Marché commun n'a pas et ne pouvait pas aboutir à l'amélioration de la situation de la classe ouvrière. Il l'a aggravée. Le Marché commun, sous le signe des monopoles, ne pouvait pas ne pas aboutir à ce que ces derniers dominant de plus en plus l'Etat dans chacun de ses pays où tous les gouvernements exécutent désormais fidèlement leur politique.

La domination des monopoles qui a abouti, dans tous les pays du Marché commun, à l'installation de gouvernements à leur dévotion, est une menace permanente pour les libertés ouvrières et démocratiques. Les mesures déjà prises, celle dont on nous menace en permanence contre le droit de grève, deviendront de plus en plus la règle commune au fur et à mesure que s'exacerberont les antagonismes de classe.

C'est seulement ainsi qu'on peut amener la classe ouvrière, alliée aux autres travailleurs à la seule solution possible du problème : l'élimination des monopoles.

Le vrai problème pour les organisations ouvrières est donc celui de briser cette puissance que constituent les monopoles et de les priver de leurs moyens d'action.

Nous le disons très franchement aux militants des organisations qui participent aux institutions du Marché Commun, nous n'avons aucune confiance dans la possibilité de transformer ces organismes, de les infléchir vers une politique différente.

Quelles que soient les modifications qui puissent leur être apportées, ils poursuivront leur politique actuelle aussi longtemps que les représentants des monopoles et les gouvernements à leur dévotion en seront les animateurs et les bénéficiaires. Ce n'est ni dans ces organismes, ni au simili parlement de Strasbourg, que sont élaborées les

décisions à prendre et les orientations à donner. C'est dans les conseils d'administration des Banques et les hautes sphères dirigeantes des monopoles que tout est réglé selon un principe immuable : servir les intérêts des potentats modernes, même en écrasant tout ce qui s'y oppose. C'est à ces directives qu'obéissent, et les fonctionnaires les plus hauts placés, et les représentants des gouvernements. Les projets et les plans qui ne répondraient pas à ces données n'ont aucune chance de voir la moindre application, car ce sont eux-mêmes, les monopoles et les gouvernements, qui sont chargés de cette application.

(...)

Cela nous amène à donner notre opinion sur les questions de supranationalité et du fétichisme créé autour de la « nation européenne », voire des Etats-Unis d'Europe.

Nous n'avons pas le droit de nous griser de paroles et de prendre des rêves pour des réalités. Les nations existent avec leur histoire, les traditions dans lesquelles elles se sont formées, leurs coutumes, leur culture, leur langue, leur développement économique et social, différent d'un pays à l'autre, et par conséquent avec des besoins différents.

Pour parvenir à des progrès, il faut aussi, dans chaque pays, changer les gouvernements domestiques des monopoles. La classe ouvrière ne peut le faire seule. Elle doit réaliser l'alliance avec les autres couches sociales victimes des monopoles et les conditions de cette alliance sont nécessairement différentes dans leurs détails, d'un pays à l'autre. Il est peu, ou même pas du tout probable que de tels changements surviennent en même temps dans tous les pays du Marché commun mais un succès dans l'un de ces pays aidera à faire avancer les autres dans ce sens.

Est-ce faire preuve de nationalisme ou bien plutôt d'un souci des réalités que de tenir compte de ces faits ? Est-ce servir les intérêts profonds des travailleurs et des peuples des pays du Marché commun, que d'adopter le cosmopolitisme des monopoles dont la patrie se trouve partout où ils réalisent des profits ?

Nous nuirions à la collaboration fraternelle des peuples, nous retarderions l'union ouvrière pour le progrès, pour la liberté et la paix, si nous laissions croire un seul

instant que dans l'Union européenne que les capitalistes veulent réaliser, il y a la moindre parcelle de cet internationalisme auquel aspirent les travailleurs. Nous devons au contraire démasquer leurs subterfuges et expliquer que les Etats-Unis d'Europe dont parlent d'abondance les représentants les plus typiques des monopoles, ne seraient qu'une simple association réactionnaire d'exploiteurs unissant leurs efforts pour maintenir les peuples sous leur domination, et empêcher l'évolution de la société vers le socialisme, vers une véritable collaboration fraternelle des peuples. »

RODRIGUEZ Gilbert